

**MEETING DES  
AROUCHE A BOUIRA****“Que le pouvoir  
assume ses res-  
ponsabilités !”**

Profitant de la célébration de Yennayer 2957 qui a eu lieu ce vendredi, les arouchs de la wilaya de Bouira ont organisé au niveau de la place publique un meeting populaire pour parler de cette date phare de l'histoire millénaire du pays, mais aussi des derniers développements de la situation politique, notamment celle ayant trait au dialogue engagé avec le pouvoir. Ainsi, le meeting, qui a duré une bonne heure, a été l'occasion pour quelques-uns comme Allaoua d'Ath-Laksar, Djaâfer Abdedou de Bouira, Bellout Rabah d'El-Esnam et Djamel Yahiaoui de Bechloul de se démarquer de l'événement national qui a lieu en ce moment, "Alger, capitale de la culture arabe", en rappelant que le mouvement n'est pas contre les cultures, mais contre la marginalisation dont est victime justement la culture amazighe de la part du pouvoir. En outre, les trois délégués ont interpellé chacun à sa façon le pouvoir afin de concrétiser les engagements signés avec la délégation interwilayas concernant l'application de la plateforme d'El-Kseur.

A ce sujet d'ailleurs, Djaâfer Abdedou qui rappellera les acquis du mouvement citoyen, notamment la prise en charge des familles des victimes du Printemps noir ainsi que les blessés, la reconnaissance du statut de martyr de la citoyenneté aux victimes, notera les insuffisances comme les lenteurs constatées dans l'installation de l'Académie berbère, la chaîne d'expression amazighe sur lesquelles le gouvernement s'était engagé, ainsi que l'inscription de Yennayer qui coïncide au 12 janvier de chaque année comme journée nationale fériée. Le délégué, qui s'est montré à un certain moment comme déçu par la tournure des événements, lâchera cette phrase lourde de sens, "que le pouvoir assume ses responsabilités !" avant de poursuivre en parlant des engagements de ce dernier concernant tous les points inscrits dans la plateforme d'El-Kseur. Pour leur part, les délégués Belkacemi Rachid et Bouchelkaï Mahmoud semblaient plus sceptiques concernant le dialogue engagé avec le pouvoir en ne reconnaissant aucun point positif arraché jusque-là. Le délégué Mahmoud Bouchelkaï ira jusqu'à affirmer que le dialogue avec le barbu de Belkhadem qui a osé arrêter le porte-parole de la délégation pour la simple raison que celui-ci avait refusé l'implantation d'une unité de gendarmerie à Tizi-Ouzou, ce corps dont les arouchs demandent le départ définitif de la Kabylie, est définitivement rompu. Le délégué invitera les dizaines de citoyens de tous âges qui étaient présents à se préparer et se mobiliser pour d'autres combats. Après l'intervention de ce délégué, Djaâfer Abdedou reprendra la parole pour rappeler les principes directeurs du mouvement qui fonctionne d'une manière très organisée, un mouvement qui possède l'instance suprême, l'interwilayas, seule habilitée à se prononcer sur les suites à réserver au dialogue entamé en janvier 2005 avec le gouvernement. Le meeting qui avait débuté dès la matinée par l'émission à grands décibels des célèbres chansons de Matoub, au niveau de la place publique qui était ornée à l'occasion d'une très grande bannière noire dans laquelle on pouvait lire les fameuses "Ulac smah oulach" et "Le combat continue", s'est déroulé dans le calme.

Y. Y.

**AVIS DE DECES**

Les familles Mabkhout, Bouamama, Benzaba, Merouane, Guerde, Kennouche, Korabi, Ouniche, Moussa, Hami, Laâdjel d'Alger et Idouni d'Ifrane, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grande-mère, tante et belle-mère, le 8 janvier 2007, Mme Vve Mabkhout née Bouamama Yamina à l'âge de 91 ans.

L'enterrement a eu lieu le mardi 09/01/2007 au cimetière Zedek de Ben Aknoun.

**LE CONSEIL DE LA NATION INSTALLÉ DANS LES CONDI-  
TIONS "RÉGLEMENTAIRES ET CONSTITUTIONNELLES"****Bensalah reconduit à la tête du Sénat**

*Abdelkader Bensalah a été reconduit à la tête du Conseil de la nation lors de la cérémonie d'installation des nouveaux membres de cette institution qui a eu lieu jeudi. Bensalah fait partie des neuf sénateurs du tiers présidentiel nommé par Abdelaziz Bouteflika. Quinze autres sièges restent encore à pourvoir.*

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Le Conseil de la nation est de nouveau «opérationnel» depuis jeudi. L'installation de ses nouveaux membres s'est déroulée «dans les conditions réglementaires et constitutionnelles». Cela n'a été possible qu'après que Bouteflika eut désigné 9 sénateurs du tiers présidentiel, soit le minimum requis pour remettre la machine en branle. Ainsi, Abdelkader Bensalah, Zohra Bitat-Drif, Leïla Tayeb, Mohamed Boukhalfa, Ali Mahsas, Yacéf Saâdi, Brahim Boulahia, Abderrahmane Chaïd ont regagné leurs sièges. Hmida Tayeb Ferhat fait quant à lui son entrée au Conseil de la nation. Originnaire de Oued-Souf, cet officier de l'ALN et de l'ANP a été wali à Sétif et Médéa avant d'entamer une carrière de diplomate lors de sa nomination

comme ambassadeur à Rabat. La «famille révolutionnaire» est à l'honneur puisque ces 9 sénateurs ont tous fait la guerre de Libération. Mais il reste encore quinze sièges du tiers présidentiel à pourvoir. Quinze nouveaux sénateurs qui seront désignés par Bouteflika au moment que lui seul jugera opportun. Probablement après le remaniement de l'exécutif que l'on dit imminent. «Il se pourrait qu'il y est des ministres de l'actuel gouvernement qui seront sur cette fameuse liste. Certains d'entre eux espèrent devenir sénateurs et bénéficier ainsi de nombreux privilèges», note un homme politique. Et en parlant de privilèges, Tahar Zbiri a eu l'occasion, jeudi, de présider la cérémonie d'installation du Conseil de la nation. Ce dernier, en sa qualité de sénateur le plus âgé,



était au perchoir en compagnie de Bellabes et de Hocine Daoud, tous deux élus du RND et plus jeunes parlementaires de cette assemblée. Après la validation de qualité de membres des nouveaux sénateurs, Tahar Zbiri a entamé la procédure d'élection du nouveau président du Sénat. La cérémonie tourne alors à la «comédie parlementaire». Les présidents des groupes parlementaires des trois partis de l'Alliance lisent, tour à tour, une

motion pour soutenir la candidature de Abdelkader Bensalah. Et c'est sans surprise qu'il est réélu à l'unanimité. On se bouscule dans les travées pour le féliciter. Zbiri, pour sa part, lance sur le ton de la dérision un «y a-t-il un autre candidat ?» avant de céder sa place à Bensalah.

Reconduit à ce poste, il est ainsi le deuxième personnage de l'Etat pour la troisième fois consécutive.

T. H.

**LA LADDH ET DES ACTEURS POLITIQUES S'INTERROGENT****«Des élections libres sont-elles  
possibles en Algérie ?»**

*«Le pouvoir se prend, s'exerce et se garde par un coup d'Etat par les armes ou par les urnes», a affirmé M<sup>r</sup> Ali Yahia Abdenour de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADDH) lors du séminaire organisé jeudi sur la possibilité d'organiser des élections libres et transparentes en Algérie.*

*Le but est de mettre en place un dispositif autonome de surveillance des élections qui permettra de faire avancer le concept de respect des droits politiques dans notre pays.*

**Ilhem B. Tir - Alger (Le Soir)** - En présence du Dr Saïd Sadi, Abdelhamid Mehri, Ahmed Benbitour, Abdeslem Ali Rachedi et des représentants d'organisations et associations engagées dans le domaine des droits de l'homme, la LADDH a organisé un séminaire autour de la problématique de l'organisation d'élections libres et entamé une réflexion approfondie.

La Ligue a fondé le constat que le principe d'élections libres ne fait pas partie des constantes qui rythment la vie politique du pays. «Trop d'abus, trop de trucages, trop de fraudes ont épuisé la confiance des Algériens à se fier au principe de souveraineté populaire tel qu'il est appliqué par le pouvoir en place» et «le droit du peuple algérien à disposer de lui-même, est devenu le droit de l'Etat à disposer de son peuple», a souligné M<sup>r</sup> Ali Yahia Abdenour avec le consentement de tous les présents.

Dans une première phase, il a été question de rappeler l'histoire de la fraude électorale depuis l'ère coloniale, ensuite passer à l'identification des conditions nécessaires pour obtenir des élections libres.

La troisième étape de cette rencontre a été consacrée à la définition des grandes lignes d'un plan d'action permettant d'envisager la mise en place d'un dispositif autonome de surveillance des élections (DASE). «Ce n'est pas une action à court terme

visant les prochaines échéances électorales mais bien un travail en profondeur en direction de la population face à l'administration et au pouvoir en place quel qu'il soit et permettant de faire avancer le concept de respect des droits politiques dans notre pays», précise-t-on.

Plusieurs intervenants se sont succédé pour mettre en évidence la fraude électorale observée dans toutes les échéances qu'a connues le pays, notamment celles opérées après le pluralisme. Cependant, M<sup>r</sup> Ali Yahia Abdenour a consacré son long discours à la mise en évidence de toutes les incohérences relevées en matière de fraude et ce de Naegelen à Bouteflika. De Chadli Bendjedid en passant par Liamine Zerroual à Abdelaziz Bouteflika, tous les présidents de la République étaient choisis d'abord par l'armée et élus ensuite par un vote qui n'est que simple formalité selon le défenseur des droits de l'homme qui affirme également que «le peuple vote ou on vote pour lui mais il ne décide jamais». Liamine Zerroual même avait déclaré que «le discours critique ne peut être accepté que s'il fait apporter aux citoyens les éclairages complémentaires attendus pour formuler un avis ou un jugement». Pour ce qui est des élections législatives de mai 1997 et locales du 23 octobre de la même année, Ali Yahia Abdenour a expliqué que «le pouvoir a distribué aux élections l'électorat en quotas selon l'équilibre des forces qu'il voulait établir entre les partis et le RND né en 1997 et qui a obtenu aux législatives 156 députés» et le président Abdelaziz Bouteflika avait déclaré à la communauté algérienne établie en Amérique en 1999 «qu'il a refusé de rendre public le rapport de l'APN sur la fraude électorale aux élections locales pour sauver la crédibilité du Conseil de la nation». La fraude, a-t-il dit, est prouvée à 100%. Par ailleurs, et partant du principe que les élections en Algérie ne maintiennent que la forme extérieure de la démocratie, il a été donc clair de constater que «le droit souverain du peuple à choisir librement ses représentants au niveau de toutes les institutions élues de l'Etat ne s'est pas réalisé depuis l'indépendance du pays»

et que «les élections qui ont pour unique objectif de légitimer les élus, ont chaque fois tourné au ridicule et à la mascarade parce que marquées par des fraudes massives. Personne ne croit à des élections libres, transparentes, supervisées par le système politique, spécialiste de la fraude».

M<sup>r</sup> Ali Yahia Abdenour réitéra : «Les échéances électorales se suivent et se ressemblent et les pratiques qui faussent le scrutin sont permanentes. La corruption qui est à tous les niveaux gangrène l'appareil de l'Etat, la justice en premier lieu». Avant d'ajouter : «Les intellectuels dans leur grande majorité, condamnés à l'impuissance ou à la trahison, ont renoncé à leur rôle critique et pour servir de simples relais ou d'instruments du pouvoir.» Ainsi «la devise dans la voie du devoir nous rappelle que les droits de l'homme reviennent de loin en Algérie mais qu'ils ont encore un très long chemin à parcourir et qu'il faut être plus sensible, plus motivé, plus déterminé à poursuivre la route qui reste à faire», a-t-il conclu. De son côté, l'ex-chef du gouvernement Ahmed Benbitour a indiqué en marge de cette rencontre qu'«il faut faire attention à ne pas tomber dans le leurre électoraliste. Quand bien même des élections sont transparentes, et c'est loin d'être le cas, mais cela ne mènera pas à la démocratie car elle a besoin d'institutions opérationnelles, fortes, concrétisées par le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire, les forces de sécurité, les médias, la société civile et les partis politiques et l'ensemble de ces institutions doivent fonctionner ensemble».

Le Dr Kamel Daoud s'est exprimé également sur la question de la fraude au cours des présidentielles. Les sociétés civile et politique n'ont rien à voir dans la prise de décisions et le gouvernement n'a pas besoin d'être contrôlé selon lui. «Avec un peu de recul, il devient clair que jamais depuis l'indépendance, il n'a été question de laisser les Algériens choisir librement» et la vraie question est comment changer alors cet état de fait ?

I. T.